

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/1102-proche-orient-l-humiliation.html>

Proche-Orient : l'humiliation quotidienne

- Pays (international) - Proche orient, Israël, Palestine -

Date de mise en ligne : mercredi 19 octobre 2005

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 5 novembre 2003

Palestine : l'humiliation quotidienne

« Ceux qui habitent là-bas subissent une humiliation incroyable » dit Michel Rétif, maire de St Aubin des Châteaux, qui revient de Palestine. « Sur 12 km de route entre Ramallah et Teibeih, il y a de nombreuses tranchées et tas de pierres. Il faut deux heures pour faire 12 km : prendre un taxi, l'arrêter au tas de gravats, contourner ce tas en faisant 600 mètres à pieds, prendre un nouveau taxi, jusqu'au prochain tas de gravats, etc ». Des professeurs mettent ainsi 2 heures le matin et autant le soir, pour aller enseigner. Certains Palestiniens ont interdiction totale de quitter leur ville. « C'est plus facile pour eux de se rendre à Paris, en passant par la Jordanie, que d'aller à Jérusalem (... où ils ne peuvent aller). Je n'aurais pas cru qu'il y ait tant de contraintes pour se déplacer. C'est sûrement pire que chez nous pendant les quatre années d'Occupation allemande ». Michel Rétif a aussi été très surpris de la façon dont sa valise a été fouillée à l'aéroport de Tel Aviv. « Ils ont mis des gants, ils ont tout vidé, la valise était vide qu'ils examinaient encore les serrures du bagage ! ».

Michel Rétif, Françoise Guinchard et Louis David sont arrivés à l'aéroport de Tel Aviv le 14 octobre 2003. « Etrangement, nous n'avons vu aucun soldat armé. Nous avons appris ensuite que tout le personnel, du balayeur au médecin, a reçu une formation d'agent de sécurité » dit Françoise Guinchard.

Jéricho interdit

Les trois membres du Comité Palestine du Pays de Châteaubriant se sont rendus là-bas pour voir la situation, sur place. Un de leurs projets était d'aller à Jéricho, dont le maire est venu deux fois à Châteaubriant et où quatre personnes de notre région parrainent des enfants palestiniens. « Nous avions tout : l'invitation du Maire de Jéricho, et un laissez-passer du Consul Général de France, mais les soldats israéliens ne nous ont pas autorisés à rentrer en ville » dit Louis David. Il a fallu garder son calme pour ne pas envenimer les choses. « La ville de Jéricho est bloquée depuis juillet. Nul ne sait pourquoi. Il n'y a jamais eu de problème dans cette ville. Le Consul de France lui-même ne passe pas quand les soldats israéliens en ont décidé ainsi ». « Et encore, nous ne sommes pas allés dans la bande de Gaza ! ».

Israël, ce n'est pas un Etat qui a une armée, mais une armée qui tient un Etat. Et quand l'armée investit les rues, avec ses tanks et ses auto-mitrailleuses, les parents tremblent parce que les gosses jettent des pierres. « On dit que ce sont les parents qui envoient leurs enfants, mais c'est faux » explique Louis David. « Une fois par semaine, dans le camp de réfugiés de Bethléem, les enfants manifestent pour la paix » - « Donnez nous la liberté et la justice, et la paix viendra par surcroît » disent les Palestiniens.

Rôle des Religions ?

« je suis très surprise par le brassage des populations » dit Françoise Guinchard, « les Palestiniens ont beaucoup d'enfants. Les Chrétiens s'expatrient et ne reviennent pas. Les Musulmans s'expatrient et reviennent. Les Juifs arrivent mais repartent souvent. Ceux qui sont là depuis un certain temps en ont assez, les non extrémistes

repartent, les extrémistes arrivent ».

« La Palestine, c'est vraiment la Terre Promise, un pays où la moindre pierre est chargée de 2000 à 4000 ans d'histoire, un temps radieux, le sourire des enfants, la volonté de vivre. Ce pourrait être un havre de paix ». « Là vivent deux peuples qui ont les mêmes racines. Mais entre eux c'est l'incompréhension. Le poids de la religion est énorme d'un côté comme de l'autre. J'apprécie les gens de foi. Mais je crois que les religions sont un moyen politique, idéologique, d'asservissement de l'homme tout au long de l'histoire » dit Louis David qui pense que « les hommes politiques ne sont pas à la hauteur des peuples israéliens et palestiniens. C'est eux qui fabriquent l'extrémisme ».

« Nous avons essentiellement rencontré des Palestiniens, un extraordinaire sens de l'accueil, des gens sans agressivité, plein de gens qui sont le contraire des terroristes auxquels les médias veulent nous faire croire » dit-il encore. « Il ne faut pas les juger de loin, sans savoir l'humiliation permanente qu'ils vivent. Au fond, ce sont des résistants ».

Ecrit le 5 novembre 2003 :

L'appel de Bethléem

Le maire de Bethléem, Hanna J Nasser, a confié au maire de St Aubin, Michel Rétif, son « appel de Bethléem » auquel est joint un plan montrant le tracé de l'énorme mur que les Israéliens veulent construire dans la ville de la Nativité, au milieu de la principale route d'accès. Ce projet de mur isole toute la partie nord de Bethléem qui est habitée par 4000 personnes et où se trouvent des usines, des magasins de souvenirs, des restaurants, des églises, l'unique hôpital pour enfants de la ville. Murs de séparation, barbelés, isoleraient cette zone du reste de la ville, fermant la seule entrée de Bethléem habituellement utilisée par les visiteurs et les pèlerins. Alors que le tourisme représente 65 % du revenu des habitants, le mur va étouffer la « capitale de Noël » et 500 personnes seront tenues de demander une autorisation pour aller cultiver leurs terres, de l'autre côté du mur. (autorisation que, la plupart du temps, elles n'obtiendront que de façon aléatoire).

« Bethléem n'a besoin ni de ghettos, ni de nouveau mur de Berlin. Elle a besoin qu'on respecte ses droits et ses terres. Elle a besoin qu'on ouvre ses frontières et qu'on élargisse son entrée principale » dit le maire de la ville qui souhaite garder à la ville le caractère qui a toujours été le sien : « un lieu de dignité, une destination de pèlerinage et une cité ouverte vers la paix »

Ecrit le 24 mars 2004 :

Assemblée générale Comité Palestine-Israël-Méditerranée Bilan d'une année intense

Le Comité Palestine-Israël-Méditerranée du Pays de Châteaubriant a tenu son assemblée générale le 11 mars 2004, après une année d'intense activité qui s'est manifestée notamment

â€. Par l'invitation lancée à Line ROBIN, ingénieure agronome, qui a fait découvrir avec projection et photos la construction du « mur », qui suit les frontières des territoires palestiniens, de façon fantaisiste parfois et qui a réquisitionné 16 000 hectares de terre palestinienne. « Elle résumera en disant : c'est devenu le pays de l'absurde »

â€“ .par le déplacement d'une délégation en octobre 2003, qui est allée voir, sur place, la situation en Palestine et en Israël

â€“ .par la réception, le 2 janvier 2004, de collégiens d'une école de Jérusalem-Est. « Merci à Monsieur le Principal du Collège de la Ville aux Roses et aux enseignants, pour cette action entreprise. Nous espérons pouvoir un jour nouer des relations avec une commune israélienne »

Pour 2004, le comité souhaite s'inscrire dans la « coopération décentralisée » et notamment accueillir deux stagiaires de Jéricho pour une formation agricole, et organiser un débat avec deux personnalités, l'une israélienne, l'autre palestinienne, ayant participé à « l'initiative de Genève » avec « l'espoir de contribuer à faire avancer la cause de la paix et du développement des peuples ».

Le comité a réalisé deux documents : le compte-rendu de son voyage, et un article de Avraham Burg intitulé « Un leader israélien en colère contre son pays ». Ces deux documents peuvent être demandés à l'association (tél 02 40 81 02 78)

Par ailleurs, le comité a poursuivi ses contacts avec la ville de Tizirt (Algérie) et a notamment publié une « nouvelle » de l'écrivain Tarik Yacine, intitulée « Murs et chuchotements ».

Suite au tremblement de terre du 21 mai 2003, une collecte a été organisée avec diverses associations de Châteaubriant et les fonds (1158 Euros) ont été transmis à l'ACABM (association culturelle des Amis du Bassin Méditerranéen) de Tizirt.

« Une ombre au tableau : à la demande de la mairie de Tizirt, une subvention municipale de Châteaubriant a été votée en faveur des sinistrés de Tizirt et de ses environs. Selon nos informations, cette subvention a eu une autre destination. Il s'agit certainement d'une erreur, dommageable » dit le Président Louis DAVID.

Partenaires ?

Une subvention détournée

A ce sujet, Pierre URVOY a déclaré :

Partenaires, avez vous dit ?

Dans la séance du 2 juillet 2003 décidant d'une subvention de 1500 Euros pour les sinistrés du tremblement de terre de Tizirt en Algérie, le conseil municipal avait évoqué un partenariat pour désigner « cette commune algérienne avec laquelle la Ville de Châteaubriant entretient des liens de coopération. » Texte précis de la délibération.

Parler ainsi de Tizirt, c'était bien reconnaître les liens noués précédemment entre les deux villes, depuis 1998 exactement. On ne pouvait que s'en réjouir et cette délibération allait bien de soi : quand un partenaire est dans le pétrin, on ne le laisse pas tomber. Tizirt, victime du tremblement de terre du 21 mai se voyait attribuer une subvention que son maire sollicitait auprès de son collègue de Châteaubriant et que nous avions soutenue auprès de M. Hunault. Les choses étaient en ordre.

Le problème, évidemment, a été que le CCFD, association bénéficiaire de la subvention destinée à Tizirt, a utilisé cette subvention pour un autre but que celui qui était précisé dans la délibération. (...). Les fonds ne sont jamais

arrivés à Tizirt. Marie Billon, responsable locale du CCFD, m'a indiqué que, lors d'une rencontre en mairie, la municipalité lui avait donné son accord à ce sujet. Cela soulève, à mon sens, un problème de droit et un problème de morale.

En terme de droit, le texte d'une délibération municipale ne peut être modifié que par une autre délibération municipale. La mairie ne peut l'ignorer et il est surprenant que les responsables locaux et départementaux du CCFD ignorent cela. Que penserait le sous-préfet de cette affaire en terme de légalité ?

Ethique ?

Mais il n'est pas besoin d'être juriste pour apprécier le volet moral, éthique, de cette affaire et en mesurer la gravité. Si vous consultez un dictionnaire au mot partenaire, vous verrez que ce vocable désigne des alliés, des associés, des gens avec qui on a des relations. En l'occurrence, la ville de Châteaubriant s'est moquée de ses associés, de ses alliés algériens sinistrés.

Le 2 juillet dernier, Monsieur Garnier, adjoint au maire est présent lors de la réunion que nous avons organisée avec le Père Jean Gaignard, témoin du tremblement de terre, témoin du travail remarquable d'organisation de la solidarité effectuée par nos amis de l'ACABM de Tizirt et que Caritas Algérie a reconnu également. Le CCFD est présent, invité comme d'autres associations. Monsieur Garnier y annonce le vote d'une subvention pour Tizirt (la presse s'en fait l'écho), il reçoit le Père Gaignard en Mairie avant le vote. Vous connaissez la suite.

Pour en rester sur le terrain associatif qui est notre terrain, on est obligé de constater que le CCFD s'est compromis totalement dans ce déni des engagements municipaux. En acceptant l'« arrangement » avec la mairie il savait que les engagements municipaux concernant Tizirt ne seraient pas tenus. Y a-t-il des projets associatifs, si beaux et nobles fussent-ils, qui justifient qu'on fasse l'impasse sur un minimum de sens moral ?

L'accord inter-associatif qui avait permis la collecte au bénéfice de Tizirt prévoyait qu'une partie de cette collecte serait donnée au CCFD pour son partenaire algérien (Femmes Des Deux Rives, à l'époque) qui avait fait appel à lui. A l'issue de cette collecte le vote de la municipalité a fait changer le CCFD de position : « Gardez toute la collecte pour Tizirt et nous, nous gardons la subvention municipale ». Notre désaccord fut complet. Peut-on en effet confondre (au sens de fusionner) les responsabilités associatives et les responsabilités politiques ? Cela changeait-il quelque chose à l'immoralité d'une manoeuvre qui conjugait donc le mépris du partenaire au détournement de fonds publics votés pour un usage précis et utilisés pour un autre usage ?

P. Urvoy

Ecrit le 3 décembre 2003

Paix au Proche-Orient : L'accord (?) de Genève

Annoncé le 12 octobre, distribué à des milliers d'exemplaires, le texte de « l'accord de Genève », qui doit être signé le 1er décembre, même s'il n'a rien d'officiel, est en passe d'ébranler la chape de plomb qui s'est abattue sur Israël depuis l'Intifada, il y a plus de trois ans.

Huit ans après la mort d'Itzhak Rabin, le 4 novembre 1995, qui donnait le signal d'une véritable descente aux enfers, pour les Palestiniens comme pour les Israéliens, des personnalités représentatives de la gauche israélienne et de la

plupart des forces palestiniennes ont élaboré un accord de paix, avec l'ambition de sortir de l'impasse actuelle et d'ouvrir la voie à une solution définitive du conflit.

En pleine escalade guerrière cet accord démontre spectaculairement que la paix est possible et que les Israéliens ont un partenaire pour la négocier, contrairement aux affirmations de M. Ehoud Barak comme de M. Ariel Sharon.

L'accord règle, sur la base des propositions du président Clinton (décembre 2000) et des discussions de Taba (janvier 2001) toutes les questions en suspens :

â€“ Objectif : l'accord final engage les deux parties à renoncer à toute nouvelle revendication. Il remplacera toutes les précédentes résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU).

â€“ L'Etat palestinien sera constitué aux côtés d'Israël, conformément aux frontières de 1967, avec certaines modifications.

â€“ Colonies : selon des négociateurs, Israël restituera 100 % de la bande de Gaza et 97,5 % de la Cisjordanie : il annexera les 2,5 % restant pour regrouper les blocs de colonies à Gush Etzion (sud de la Cisjordanie) et dans le périmètre de Jérusalem. En échange des secteurs de la Cisjordanie qui resteront sous son contrôle, Israël transfèrera à l'Etat palestinien des zones du Néguev adjacentes à la bande de Gaza.

â€“ Jérusalem : la ville sera la capitale de l'Etat d'Israël et de l'Etat palestinien. La souveraineté y sera partagée sur la base du principe proposé par le président américain William Clinton : est israélien tout ce qui est juif, est palestinien tout ce qui est arabe, musulman ou chrétien. L'Etat palestinien contrôlera donc la Vieille Ville, sauf le Quartier juif et le Mur des Lamentations. L'Esplanade des Mosquées sera sous souveraineté palestinienne avec un libre accès, supervisé par une force internationale, pour toutes les autres confessions - mais les Juifs ne seront pas autorisés à y prier. Les fouilles archéologiques ne seront pas non plus autorisées sur le site.

â€“ Réfugiés : sauf quelques dizaines de milliers autorisés à revenir en Israël, ils ne pourront exercer leur « droit au retour » - formule absente du texte de l'accord - que dans l'Etat de Palestine ou vivre dans d'autres Etats de la région.

â€“ Sécurité : les Palestiniens s'engageront à démanteler les infrastructures terroristes et à combattre le terrorisme comme l'incitation à la violence. L'Etat palestinien sera démilitarisé et les points de passage seront supervisés par une force internationale.

Pour quel espoir ?

« Si le chef du gouvernement choisit d'appliquer l'initiative de Genève, a écrit Amram Mitzna (1), il entrera dans les annales de l'Histoire comme celui qui a fondé Israël en tant qu'Etat juif et démocratique. Cet événement sera encore plus important que la Déclaration d'Indépendance de 1948, car il s'agissait alors d'un geste unilatéral, qui n'avait été reconnu que par quelques Etats dans le monde. »

Cette perspective n'a cependant pas inspiré M. Ariel Sharon. Tandis que le président palestinien M. Yasser Arafat, sans considérer l'accord comme « officiel », déclarait « soutenir tout effort, notamment de la part de ces groupes israéliens qui sont pour la paix des braves que nous avons entamée avec mon ancien partenaire Rabin (2) », le chef du gouvernement israélien parlait, lui, d'« espoir illusoire » : « De quel droit, ajoutait-il, ces gens de gauche se permettent-ils de proposer des compromis qu'Israël n'a pas l'intention d'accepter et n'acceptera jamais ? ». Plus

violents, certains de ses ministres ont utilisé le terme de « trahison »... Même l'ancien ministre Ehoud Barak a tenu à participer au concert, dénonçant un document « illusoire » qu'il accuse de « mettre en danger l'Etat d'Israël » (sic)...

Pour M. Mitzna, « l'attaque paniquée du chef du gouvernement et de ses ministres contre le Parti travailliste, l'opposition et les initiateurs de ce document ne peut, par conséquent, être interprétée que d'une seule manière : comme de la couardise. Ils craignent la paix, car l'essence même de ces gens du refus, c'est la provocation, l'intimidation et le combat. Et ils ont peur. Car, désormais, nombreux sont ceux qui sont susceptibles de comprendre que durant trois ans, on les a trompés (3) ».

Trois choix

Rien là qui soit de nature à étonner le journaliste américain William Pfaff. « Israël, explique-t-il, doit choisir entre trois possibilités :

â€“ La première est d'accepter le principe sur lequel ce plan de Genève est fondé : se retirer des territoires occupés en 1967 (avec de modestes modifications détaillées dans le plan), de façon à vivre comme une démocratie aux côtés d'un Etat palestinien indépendant.

â€“ La seconde est de maintenir le contrôle militaire des territoires, tandis que la population palestinienne actuelle, dans les huit ans, dépassera la population juive. Dans ce cas, un Israël démocratique cessera d'être un Etat juif, ou bien l'Etat juif cessera d'être démocratique, dominant (s'il le peut) une majorité arabe de plus en plus large privée de droits civiques.

â€“ La troisième solution, c'est celle que le gouvernement Sharon a visiblement choisie. Il s'agit pour Israël, comme le dit Tony Judt, de l'Université de New York, de devenir « la première démocratie moderne à conduire un nettoyage ethnique à large échelle comme projet d'Etat » et, ce faisant, de devenir un « paria international » permanent (4). »

Si l'accord de Genève constitue donc un tournant potentiel, il ne suffira pas, à lui seul, à rompre le cercle vicieux. Pour qu'il prenne corps, il faudra que la communauté internationale crée les conditions de son application. Après tout, les Nations Unies, qui ont voté, le 29 novembre 1947, le partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe, n'ont rien fait pour empêcher leur plan d'avorter, ni la région d'aller de guerre en guerre. Raison de plus pour qu'elles assurent désormais la tutelle des territoires occupés, y déploient une force internationale massive assurant la sécurité des deux peuples et contribuent ainsi, avec l'accord de Genève, à la création d'un Etat palestinien réellement indépendant aux côtés d'Israël.

Texte emprunté à : DOMINIQUE VIDAL.
Dans Le Monde diplomatique

Le texte intégral de l'accord est sur le site
<http://www.monde-diplomatique.fr> et dans Le Monde du 30 novembre 2003

Notes :

(1) Dans le quotidien Haaretz, Tel-Aviv, 16 octobre 2003.

(2) AFP, 14 octobre 2003

(3) Idem, 13 octobre 2003

(4) The International Herald Tribune, Paris, 18-19 octobre 2003

Ecrit le 14 janvier 2004 :

Complainte à deux voix pour enfants et soldats

Dix enfants de 13 et 14 ans, cinq garçons et cinq filles, sont venus passer Noël dans des familles de Nantes, et une journée à Châteaubriant et à St Aubin des Châteaux

A Naplouse, en Cisjordanie, une opération militaire israélienne intitulée Â« Eaux Mortes Â» a, techniquement, commencé le jeudi 25 décembre 2003. La vieille ville a été soumise à plusieurs reprises à un couvre-feu total. Beaucoup de familles ont été contraintes de quitter leur habitation pendant que celles qui restaient étaient confinées chez elles plusieurs jours d'affilée par un quadrillage militaire renforcé par une violence débridée et un mépris désinvolte pour la vie humaine.

Les dix jeunes venaient de Jérusalem-Est, du collège privé IBRAHIMIEH au Mont des Oliviers

A Naplouse, les troupes ont entrepris de détruire des parties importantes du coeur architectural de la ville en prétendant chercher des militants palestiniens cachés dans des tunnels entre ces bâtiments. Ce faisant, elles ont systématiquement détruit nombre de bâtiments d'un grand intérêt architectural et historique, alors que pas un seul militant n'a été découvert dans la vieille ville pendant la fouille.

Les jeunes, venus avec le sous-directeur M. Abdus-Salam Abu Rmeileh, faisaient partie d'un échange patronné par le Ministère français des affaires étrangères, dans le cadre de la Francophonie.

A Naplouse les démolitions ont poussé les habitants à protester en manifestant pacifiquement. Mais les soldats ont ouvert le feu sur les manifestants, tuant trois hommes. Les troupes israéliennes ont empêché les secours médicaux d'atteindre les blessés.

Les jeunes participent, dans leur collège, à une opération appelée « Le crayon palestinien », collecte d'articles écrits par d'autres jeunes de Gaza, Jénine, Naplouse, Jérusalem, Bethléem

[Tout le temps de l'offensive, Naplouse a été complètement privée d'informations, ce qui a permis aux troupes israéliennes de commettre impunément des violences dans toute la ville.

La vie quotidienne est devenue extrêmement pénible dans tous ses aspects, et il est impératif d'alerter la communauté internationale à propos des réalités du siège israélien de la ville

La communauté internationale garde le silence. Au repas, à St Aubin des Châteaux, les enfants chantent. Ils chantent l'Intifada, ils chantent la mort du petit Mohammed dans les bras de son père. Ils chantent l'amour aussi.

A Naplouse, les enfants ont grimpé sur le toit d'un bâtiment et ont lancé des pierres en direction des véhicules des militaires israéliens. Aussitôt les soldats ont ouvert le feu sur eux. Amjad Bilal Nabil al-Masri, âgé de 15 ans, est mort

Les dix jeunes du collège Ibrahimieh ont découvert une vie qu'ils ne connaissent pas, transposant, malgré eux, ce qu'ils ne connaissent que trop bien. Ainsi, lors d'un embouteillage à Paris, ils ont cru qu'il y avait un check-point !

Ils ont visité Nantes et ses illuminations, St Nazaire (chantier), le Croisic (Océarium), Noirmoutier (et l'histoire du Moyen-Age). Ils ont découvert ce phénomène naturel qu'on appelle le Gois et qui peut évoquer pour eux le passage de la Mer Rouge par Moïse.

Ces dix enfants palestiniens (les uns musulmans, les autres chrétiens), ont été reçus dans des familles nantaises, ils ont passé Noël à la française, découvert les cinémas ... et une autre façon de cuisiner les légumes. A Châteaubriant, à l'invitation du Comité Palestine-Méditerranée (Louis David, Françoise Guinchard), ils ont été reçus au collège de la Ville aux Roses ouvert spécialement pour eux malgré les vacances. Des élèves de 4e Européenne sont venus les accueillir avec le Principal Jean Claude Martin, et le professeur Danièle Catala, prémises d'un échange par internet qui doit durer deux ans et qui permettra, dans le cadre de l'Education Civique, la connaissance des uns et des autres « on va se présenter, envoyer des photos de notre environnement, parler de nos goûts respectifs, de nos modes de vie, une manière simple et concrète d'apprendre à se connaître »

Les jeunes Palestiniens auront l'occasion d'expliquer aux jeunes Castelbriantais quelle est leur vie quotidienne, les barrages partout sur les routes, les enseignants qui, pour faire 15 km, mettent deux heures, prennent un taxi d'un barrage à l'autre, contournent le barrage à pieds en passant par les collines, reprennent un taxi, etc.

Ils expliqueront l'humiliation quotidienne, la concentration (4 habitants au mètre-carré dans la bande de Gaza où 7000 israéliens vivent sur 30 % du territoire tandis que 1 200 000 Palestiniens s'entassent sur les 70 % qui restent).

Ils parleront aussi de leur scolarité, du collège Ibrahimieh fondé en 1931, qui accueille 1230 élèves de la maternelle jusqu'au lycée et même aux classes de BTS.

En Palestine, la France a une très bonne réputation. Les élèves du collège étudient le Français, l'Anglais, l'Arabe et l'Hébreu et souhaitent vivre en paix avec les Israéliens.

« Nous sommes heureux d'avoir reçu ces dix jeunes Palestiniens, a dit le Président Louis David. Nous aimerions aussi recevoir des Israéliens. Nous souhaitons la Paix au Proche Orient et une patrie pour les deux peuples ».

Après une visite du collège de la Ville aux Roses, la journée s'est poursuivie avec la visite de l'école primaire publique de St Aubin des Châteaux, et un repas à la salle des associations. Gentiment les enfants palestiniens ont fait le service, avant d'aller jouer dans la cour avec les Castelbriantais. La journée s'est terminée par une visite du château de Châteaubriant.

Pour un contact internet avec le collège Ibrahimieh, voir Françoise Guinchard ou Danièle Catala à Châteaubriant .

Ecrit le 19 octobre 2005 :

Histoire de foot Franco-Palestinien

Le football, ce n'est pas un sujet de préoccupation ordinaire pour La Mée sauf si ...

Sauf s'il s'agit d'un moyen d'éducation à la tolérance, à la citoyenneté.

C'est le sens du projet monté avec le Comité « Palestine-Israël » de Châteaubriant.

L'objectif est de renforcer les liens d'amitié entre la ville de St Herblain et ses habitants avec des jeunes Palestiniens de Bethléem. Ceux-ci sont très demandeurs d'échanges, jumelages, coopérations diverses, nécessaires à cette région qui souhaite retrouver la sérénité, la Paix.

Cette histoire de foot a commencé lors de la venue de femmes palestiniennes de Bethléem, pour un stage de formation à St Herblain. Madame Aljamal MAHERA, diplômée arbitre de Foot, a suggéré d'organiser des rencontres sportives, un moyen de fortifier l'éducation à la tolérance en invitant garçons et filles Palestiniens à St Herblain, Nantes et Châteaubriant.

Le sport d'équipe, en effet, dans toutes les disciplines, permet de se connaître et facilite les échanges sur les valeurs humaines.

Des temps forts renforceront la solidarité et aboutiront à un projet commun en direction des jeunes Palestiniens. Plusieurs pistes ont déjà été évoquées : le reboisement des oliveraies, le soutien aux initiatives de paix par la non-violence....

Rendez-vous avec les jeunes des quartiers, montage vidéo, photos, matches amicaux. Les jeunes de Bethléem seront à Châteaubriant le 27 Octobre. « *Tout peut se faire, sans oublier le soutien aux associations israéliennes qui travaillent pour la Paix*, à côté des Palestiniens » dit Jean Claude Valomet.



Jeunes Palestiniens (à gauche, Jean Claude Valo